

Études internationales

Alain Rouquié, 2010, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 379 p.

Jean-Louis Thiébault

Volume 41, numéro 3, 2010

URI : id.erudit.org/iderudit/044917ar

DOI : [10.7202/044917ar](https://doi.org/10.7202/044917ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Thiébault, J. (2010). Alain Rouquié, 2010, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 379 p.. *Études internationales*, 41(3), 413–415.
doi:10.7202/044917ar

Tous droits réservés © Institut québécois des hautes études internationales, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

provoquer des infiltrations d'eau de mer. Utilisée pour irriguer les terres cultivables, cette eau chargée en sel endommage les plantations et affecte la fertilité des sols. Le lecteur ira ainsi de surprise en surprise, constatant avec effroi les gaspillages colossaux que génèrent les techniques d'irrigation inadaptées ou la durée de vie étonnamment courte des grands barrages de retenue qui, s'ils présentent l'avantage de réguler le débit des cours d'eau, voient leur capacité de stockage réduite par l'accumulation des alluvions.

De surcroît, les grands ouvrages de retenue d'eau sont souvent au cœur des différends entre les États alimentés par un même fleuve. Le partage des eaux du Nil entre l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte ainsi que celui des eaux du Tigre et de l'Euphrate, du Jourdain et de l'Indus constituent autant d'études de cas qui permettent à l'auteur de montrer le potentiel conflictuel élevé de la question de l'eau dans ces différentes parties du monde. Même une relation bilatérale aussi apaisée que celle qui existe entre les États-Unis et le Canada n'est pas à l'abri de tensions sur la question de l'eau dès lors que les réserves inépuisables du second suscitent la convoitise des premiers.

Une fois les éléments conceptuels et les données techniques mis en place, Frédéric Lasserre propose une analyse succincte mais assez fine des aspects politiques des différends portant sur l'eau. Il évite l'écueil qui aurait consisté à surestimer l'impact de ces derniers sur le risque de conflits armés et souligne opportunément le rôle qu'ils peuvent jouer tantôt comme catalyseur de situations déjà instables – Inde-Pakistan, Syrie-Israël –, tantôt comme une opportunité d'instrumentalisation au titre de symbole

de la souveraineté nationale dans le cadre de discours à usage interne.

L'ouvrage s'achève sur un mode résolument normatif avec huit propositions pour éviter de futures guerres de l'eau. Si les solutions juridiques sous la forme de traités de partage des eaux ont montré leur limite, si la mise en place de dispositifs de coopération bi- ou multilatéraux bute trop souvent sur la souveraineté des États, il reste un vaste éventail de mesures techniques, juridiques et politiques pour désamorcer la bombe à retardement que constitue la question de l'eau à l'échelle planétaire.

Les 254 pages que consacre Frédéric Lasserre aux « guerres de l'eau » se lisent d'une traite et sans effort, ce qui fait de son livre un excellent ouvrage d'initiation à la géopolitique de l'eau.

Michel LIÉGEOIS

*Centre d'études des crises et des conflits
internationaux (CECRI)
Université catholique de Louvain, Belgique*

RÉGIONS –

AMÉRIQUES

À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine

*Alain ROUQUIÉ, 2010, Paris,
Albin Michel, 379 p.*

Depuis un quart de siècle, les pays d'Amérique latine ont eu à affronter l'héritage des dictatures, des tentatives de coups d'État, des tentations autoritaires, des tempêtes institutionnelles, d'intenses affrontements sociaux, des débâcles économiques, des alternances dramatisées et des présidences écourtées dans le cadre de systèmes représentatifs réputés vulnérables et chancelants. Pourtant la démocratie a tenu bon, parce qu'elle est

présente depuis deux siècles dans la plupart des pays d'Amérique latine. C'est le grand mérite du nouvel ouvrage d'Alain Rouquié de nous le rappeler.

Directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris, Alain Rouquié a délaissé le métier de chercheur pour adopter celui de diplomate. Il a été ambassadeur de France au Salvador, au Mexique et au Brésil, et préside maintenant la Maison de l'Amérique latine à Paris. Mais il n'a pas abandonné ses réflexions sur la démocratie et les autoritarismes. Les rencontres avec des personnes issues de tous les secteurs sociaux et de tous les pays du continent latino-américain lui ont permis de parfaire sa connaissance et sa réflexion. Ses lectures d'auteurs latino-américains, et non seulement nord-américains, ajoutent à la qualité de sa réflexion.

Certains éléments de l'ouvrage attirent l'attention et constituent une analyse pertinente de la situation politique de l'Amérique latine.

Ce qu'Alain Rouquié dit de la particularité de pays comme le Chili et le Mexique de faire vivre la démocratie dans le cadre d'une constitution de style autoritaire est fondamental pour la compréhension de la vie politique latino-américaine. Les principaux acteurs de la période dictatoriale, particulièrement l'armée au Chili, restent présents. Des pratiques autoritaires subsistent. L'armée chilienne a constamment montré sa volonté de rester autonome. Rares sont les États où des législations postautoritaires ont dessaisi l'armée de la mission de sécurité intérieure. Seule l'Argentine a procédé à un démontage de la dictature et à la démilitarisation de la vie publique.

Rouquié propose aussi une analyse pertinente des trois régimes refondateurs que constituent le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur. Selon lui, il n'est pas aisé de situer politiquement Hugo Chavez. Il parle d'un président singulier qui paraît céder à un tempérament autoritaire, mais qui avance sur le fil du rasoir en veillant à ne jamais franchir la ligne jaune. Il parle d'un régime étrange qui est toujours une économie de marché et non un État collectiviste. Le socialisme de Chavez apparaît davantage comme l'esquisse d'une politique sociale généreuse. La politisation du social serait même sa caractéristique première. Le régime tire sa force de l'association d'un discours extrême et d'une pratique politique relativement modérée.

Rouquié cherche à décrire ces expériences singulières de ces trois régimes, qu'il appelle « démocraties hégémoniques » sans les taxer de populistes. Il est très critique à l'égard de cette notion de populisme. Le terme a été utilisé en Amérique latine pour définir les régimes populaires incarnés par des hommes forts entre 1930 et 1950 (Peron en Argentine, Vargas au Brésil, Velasco Ibarra en Équateur, Cardenas au Mexique). Il s'applique aussi aux expériences singulières plus récentes de Menem (en Argentine), de Collor (au Brésil) et de Fujimori (au Pérou). Mais Rouquié considère que ces régimes ne sont peut-être que des « social-démocraties un peu plus musclées que les autres ». Ils seraient la seule voie de gouvernement accessible au pays latino-américain qui veut s'engager sur la voie de la construction de l'État-providence. L'auteur propose aussi une distinction entre les régimes refondateurs ou réparateurs et les gouvernements « développementalistes sociaux », ce qui lui permet de récuser l'idée constamment avancée d'un virage à gauche de l'Amérique latine.

De longs développements sont également consacrés au maintien des poches ou des enclaves d'autoritarisme : le monopole du pouvoir exercé par un seul parti, l'autonomie de l'armée qui souhaite avoir les mains libres pour réprimer les guérilleros et la contestation sociale, la subsistance d'un « État profond », l'existence de « périphéries autocratiques », l'étonnante stabilité politique de certaines provinces, le fonctionnement corporatiste des syndicats, la manipulation des lois électorales et des réformes constitutionnelles (l'autorisation de la réélection présidentielle pour un second mandat, la tentation d'un troisième mandat...). Il met aussi l'accent sur l'Amérique latine comme véritable laboratoire du truquage électoral, comme terre classique de la fraude électorale et comme continent le plus violent du monde.

Tous ces éléments constituent des facteurs du désenchantement démocratique en Amérique latine. En effet, selon Alain Rouquié, la démocratie concurrentielle n'a jamais réussi à s'enraciner complètement. Il n'empêche que depuis deux siècles les États latino-américains avaient des gouvernements représentatifs qui tenaient leur légitimité de la souveraineté populaire, même si les élections étaient non concurrentielles. Les élections se déroulaient dans un régime autoritaire, dans un contexte de clientélisme d'État.

L'ouvrage d'Alain Rouquié est donc à recommander à tous ceux qui s'intéressent à la transformation des régimes politiques et aux processus de démocratisation et d'autoritarisme.

Jean-Louis THIÉBAULT

*Institut d'études politiques de Lille, France
Département de science politique
Université Laval, Québec*

Intégrations en Amérique du Sud

Christian GIRAULT (dir.), 2009, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 281 p.

Depuis une décennie, l'intégration régionale strictement sud-américaine connaît plusieurs changements et une période de renouveau. Ce renouveau est le thème principal du livre de Christian Girault, intitulé *Intégrations en Amérique du Sud*. L'originalité de cet ouvrage réside – entre autres choses – dans la perspective interdisciplinaire et internationale adoptée : des auteurs de nationalités différentes et d'origines disciplinaires diverses (géographie, science politique, droit, sciences économiques et histoire) ont en effet contribué à sa réalisation.

Composé de treize chapitres, le livre se divise en deux parties. La première aborde les évolutions récentes et les structures des différents processus d'intégration régionaux et sous-régionaux. La seconde partie concerne les stratégies variées des acteurs régionaux en matière d'intégration et de coopération. Cette partie est plus spécifiquement consacrée à la place centrale qu'occupe le Brésil – tant sur le plan géographique que politique – dans le sous-ensemble sud-américain. En effet, tous les chapitres de cette partie traitent directement ou indirectement des politiques brésiliennes et de la place prépondérante de ce pays dans l'intégration régionale.

Plus spécifiquement, la première partie traite de l'histoire des processus d'intégration régionale en Amérique du Sud, des progrès et des limites des projets d'intégration actuels, des obstacles géographiques, culturels, économiques et des circonstances opportunes, notamment politiques, qui favorisent le développement de ces processus. Les auteurs